

# CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 46

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

58<sup>a</sup> Sessione plenaria  
(Parigi, 15-17 giugno 2010)

Raccomandazione n. 854 <sup>(1)</sup>

Sull'Iran e il Medio Oriente <sup>(2)</sup>

*Trasmessa il 12 luglio 2010*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que le règlement du conflit israélo-palestinien demeure un préalable absolu à l'instauration de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient et qu'en aucun cas, il ne doit être subordonné à l'émergence d'une solution à la question nucléaire iranienne;

<sup>(1)</sup> Adoptée par l'Assemblée le 15 juin 2010, au cours de sa 1ère séance plénière.

<sup>(2)</sup> Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par Lord Anderson, rapporteur (Royaume-Uni, Groupe socialiste), rapporteur, Document 2068.

(ii) Considérant que la stabilisation de cette région est urgente parce qu'elle nourrit les extrémismes religieux et le terrorisme, qui se propage à d'autres régions du monde;

(iii) Considérant toutefois que l'Etat d'Israël n'aura pas d'avenir sûr tant qu'un Etat palestinien viable n'aura pas été créé, et que toute autre issue ne conduirait pas à une paix durable;

(iv) Considérant que la création d'un Etat palestinien souverain passe d'abord par l'arrêt de toute violence, y compris par des garanties pour la sécurité d'Israël, la libération des prisonniers des deux camps,

notamment du soldat israélien Gilad Shalit, un cessez-le-feu durable, la levée du blocus de Gaza et l'arrêt de la colonisation, notamment à Jérusalem-Est;

(v) Considérant qu'il ne peut y avoir de perspective d'Etat palestinien sans réconciliation entre les différentes factions politiques au sein du peuple palestinien;

(vi) Considérant qu'il faudra parler avec tous les protagonistes de ce conflit et que ce dialogue devra donc inclure toutes les parties intéressées du côté israélien et du côté palestinien, ainsi que le Liban, la Syrie et la Ligue arabe;

(vii) Considérant que la feuille de route du Quartet et l'Initiative de paix arabe adoptée par la Ligue arabe au sommet tenu à Beyrouth en 2002 et réaffirmée en 2007 sont les propositions les plus constructives possible car elles fédèrent tous les Etats arabes, restent d'actualité et valent donc d'être appliquées; estimant néanmoins que cette initiative de paix doit inclure une feuille de route précisant les modalités de sa mise en oeuvre ultérieure, étape par étape et considérant que si les parties ne parviennent pas à un accord, il faudra peut-être imposer une solution;

(viii) Estimant que la Syrie a le potentiel d'être un acteur majeur pour la paix dans la région si elle a la garantie que ses intérêts seront protégés, mais reste à savoir si elle a la volonté de prendre les mesures positives nécessaires;

(ix) Considérant d'une part qu'en accord avec les parties intéressées, le blocus de Gaza doit être progressivement levé et que la frontière méridionale de ce territoire, lieu d'importants trafics d'armes, doit être placée sous contrôle international avec des garanties adéquates pour la sécurité d'Israël, d'autre part que le Hamas doit cesser toute action violente contre les populations civiles, les tirs de roquettes sur Israël et l'importation d'armes;

(x) Considérant qu'au titre d'autres mesures de confiance, Israël doit arrêter immédiatement ses activités de colonisa-

tion, y compris à Jérusalem-Est, et doit être disposé à négocier un retrait substantiel de ses colonies existantes dans le cadre d'un accord de paix;

(xi) Considérant que le Hezbollah doit cesser d'acquérir des armes en vue de menacer ou de commettre des actes d'agression contre Israël ou sa population civile;

(xii) Considérant que la situation actuelle menace la stabilité de toute la zone et, partant, la paix mondiale; considérant également que si les parties concernées ne sont pas capables de progresser davantage, c'est la communauté internationale qui doit mettre une solution sur la table en tant que base de négociation entre toutes les parties concernées;

(xiii) Regrettant vivement l'interception par les forces armées israéliennes d'un convoi de six bateaux dans les eaux internationales, qui a provoqué la mort d'au moins neuf personnes;

(xiv) Considérant que l'enquête à laquelle Israël a décidé de procéder ne sera pas considérée comme crédible et impartiale par la communauté internationale en dépit de la participation de deux observateurs étrangers sans droit de vote;

(xv) Regrettant que la politique consistant à isoler Gaza porte préjudice à la population civile sans pour autant atteindre l'objectif d'isoler le Hamas;

(xvi) Convaincue qu'Israël a des intérêts de sécurité légitimes à préserver, mais que le blocus actuel, malgré des aménagements mineurs, a pour effet d'isoler encore davantage Israël sans pour autant atteindre ses objectifs clés;

(xvii) Considérant que dans la crise actuelle à propos du programme nucléaire iranien, les erreurs de jugement de part et d'autre pourraient avoir les conséquences les plus fâcheuses sur le plan international;

(xviii) Considérant que les manoeuvres politiques et diplomatiques du gouvernement iranien et la mauvaise foi qu'il

n'a cessé de manifester n'inspirent pas la confiance requise pour une amélioration urgente de ses relations avec la communauté internationale;

(xix) Considérant que le gouvernement iranien semble avoir pour objectifs majeurs de se maintenir au pouvoir sur le plan interne et de gagner du temps dans ses relations avec la communauté internationale;

(xx) Considérant néanmoins que l'opposition n'a ni programme de rechange, ni structures, ni dirigeants crédibles et que depuis l'été dernier, elle est de plus en plus sur la défensive;

(xxi) Considérant que tout programme nucléaire lancé par l'Iran en tant que signataire du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) doit rester exclusivement civil et assujetti au régime de contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);

(xxii) Considérant que l'Iran devrait maintenant être disposé à fournir des informations supplémentaires et, de manière générale, à coopérer pleinement avec l'AIEA pour répondre aux préoccupations de cette dernière au sujet de la dissimulation possible en Iran d'activités anciennes ou actuelles en rapport avec le développement d'une charge nucléaire à placer sur un missile;

(xxiii) Considérant qu'il est souhaitable de parvenir à la solution du problème nucléaire iranien par des moyens pacifiques et diplomatiques afin d'éviter qu'une attaque militaire contre les installations nucléaires ne conduise à une crise régionale, et considérant aussi que des sanctions économiques sévères devraient être strictement appliquées si l'Iran ne coopère pas pleinement avec la communauté internationale;

(xxiv) Considérant que la Déclaration commune signée par la Turquie, l'Iran et le Brésil à Téhéran le 17 mai 2010 pourrait constituer un premier pas vers l'instauration de la confiance et le règlement pacifique des questions liées au pro-

gramme nucléaire iranien, tout en reconnaissant que cette initiative reste très en deçà des exigences de la communauté internationale vis-à-vis de l'Iran;

(xxv) Considérant d'autre part que pour établir la confiance, il faut élargir le dialogue avec l'Iran sur d'autres sujets d'intérêt mutuel comme la stabilisation de la situation en Afghanistan et la lutte contre la drogue et le trafic de stupéfiants,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE, A:**

1. Donner la priorité à un règlement du conflit central israélo-palestinien sans le conditionner à la solution du problème nucléaire iranien;

2. Encourager le gouvernement israélien à poursuivre le démantèlement des points de contrôle en Cisjordanie, et à confirmer le gel des nouvelles implantations, en incluant aussi Jérusalem-Est;

3. Inciter les Palestiniens à cesser toute violence, à respecter un cessez-le-feu durable et à parvenir à un accord pour la libération de Gilad Shalit et des prisonniers politiques des deux côtés;

4. Continuer de mettre en oeuvre tous les moyens possibles pour encourager la réconciliation nécessaire entre le Fatah et le Hamas;

5. Faire en sorte que le blocus de Gaza soit levé progressivement du côté israélien et égyptien, sous réserve des garanties appropriées pour Israël, et que la frontière et tous les trafics transfrontières soient placés sous contrôle international;

6. Encourager l'Égypte et la Turquie à poursuivre leur rôle de médiateurs entre les différents protagonistes du conflit au Moyen-Orient;

7. Encourager la Ligue arabe à persévérer pour que l'Initiative de paix adoptée à Beyrouth en 2002 et confirmée en 2007 reste d'actualité, à présenter des

propositions permettant d'avancer vers un règlement et à élaborer une feuille de route détaillée en vue de sa mise en oeuvre;

8. Encourager la Syrie à agir de façon constructive dans une région où elle a une influence considérable;

9. Envisager, si Israël et les Palestiniens ne peuvent progresser de façon bilatérale, que la communauté internationale mette une solution sur la table;

10. Faire savoir que l'UE est prête à participer à la surveillance de la frontière en vue de prêter assistance à la population de Gaza tout en protégeant les intérêts de sécurité légitimes d'Israël;

11. Prier instamment le gouvernement israélien de remplacer la liste restreinte des biens dont l'entrée à Gaza est actuellement autorisée par une liste de biens qui peuvent raisonnablement être interdits pour des raisons de sécurité;

12. Prier instamment le gouvernement israélien de coopérer avec les Nations unies de manière à ce que les matériaux

nécessaires à la construction et à la reconstruction d'habitations, d'écoles et d'infrastructures médicales puissent parvenir sans encombre à Gaza;

13. Encourager tous les efforts afin que le programme nucléaire iranien soit conduit à des fins exclusivement pacifiques et soumis au régime de contrôle de l'AIEA;

14. Faire en sorte que la question du nucléaire iranien soit réglée dans un délai raisonnable, et ce exclusivement par des moyens pacifiques et diplomatiques, et que des sanctions économiques soient strictement appliquées en cas d'échec des négociations, mais pas nécessairement par le seul canal du Conseil de sécurité, tout en poursuivant simultanément un dialogue élargi pour établir la confiance;

15. Prier instamment la communauté internationale, compte tenu de la Résolution 1929 (2010) du Conseil de sécurité des Nations unies, de soutenir les efforts visant à maintenir ouverte l'option du dialogue;

16. Inviter les autorités iraniennes à respecter les droits de l'homme et à garantir la liberté d'expression politique.

**N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 854 <sup>(1)</sup>Sull'Iran e il Medio Oriente <sup>(2)</sup>

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando che la risoluzione del conflitto israelo-palestinese rimane un prerequisito per la realizzazione della pace e della stabilità in Medio Oriente e che in nessun caso deve essere subordinata alla necessità di trovare prima una soluzione alla questione nucleare iraniana;

(ii) Considerando che la stabilizzazione della regione è urgente in quanto costituisce un terreno fertile per i fondamentalismi religiosi e il terrorismo che vengono esportati verso altre regioni del mondo;

(iii) Considerando, tuttavia, che un futuro di sicurezza per lo Stato d'Israele dipende dalla creazione di uno Stato palestinese stabile e che nessun'altra soluzione condurrebbe ad una pace duratura;

(iv) Considerando che la creazione di uno Stato sovrano palestinese presuppone innanzitutto la cessazione di ogni violenza, ivi incluse garanzie per la sicurezza di Israele, il rilascio dei prigionieri da entrambe le parti, in particolare del soldato israeliano Gilad Shalit, un cessate il fuoco duraturo, la revoca del blocco di Gaza e il congelamento delle attività di insediamento, incluse quelle di Gerusalemme Est;

(v) Considerando che non possono sussistere prospettive per uno stato palestinese senza una riconciliazione tra le diverse fazioni politiche del popolo palestinese;

(vi) Considerando che sarà necessario coinvolgere tutti i protagonisti del conflitto e che tale dialogo dovrà includere tutti gli attori interessati per le parti israeliana e palestinese, il Libano, la Siria e la Lega Araba.

(vii) Considerando che *roadmap* del Quartetto per il Medio Oriente e l'Iniziativa Araba di Pace, adottata dalla Lega Araba al vertice di Beirut del 2002 e riaffermata nel 2007, costituiscono le proposte più costruttive a disposizione in quanto godono del sostegno di tutti gli Stati arabi e siano tuttora pertinenti e meritevoli di essere attuate; considerando altresì necessario che tale iniziativa di pace includa una *roadmap* che contenga dettagli specifici per la sua eventuale futura graduale attuazione e considerando inoltre che, se le parti non raggiungono un accordo, l'ipotesi di una soluzione imposta non può essere esclusa;

(viii) Ritenendo che la Siria abbia il potenziale per essere uno degli attori principali per la pace nella regione a condizione che sia garantita la tutela dei suoi interessi, ma che rimane aperta la questione circa la sua volontà di intraprendere le azioni positive necessarie;

(ix) Considerando che, in accordo con le parti coinvolte, il blocco di Gaza do-

<sup>(1)</sup> Adottata dall'Assemblea il 15 giugno 2010 durante la 1<sup>a</sup> seduta.

<sup>(2)</sup> Motivazione: si veda il rapporto presentato per conto della Commissione Politica da Lord Anderson di Swansea (Regno Unito, Gruppo Socialista), Relatore, Documento 2068.

vrebbe essere progressivamente revocato e che la frontiera meridionale del territorio, dove si registra un intenso traffico di armi, dovrebbe essere posta sotto controllo internazionale, con adeguate garanzie per la sicurezza di Israele, e che contestualmente Hamas deve porre fine ad ogni azione violenta contro la popolazione civile, al lancio di razzi su Israele e l'importazione di armi,

(x) Considerando che, come ulteriore misura di fiducia, Israele deve porre fine immediatamente ad ogni attività di insediamento, incluse quelle a Gerusalemme Est, ed essere disposto a negoziare un ritiro sostanziale dei suoi attuali insediamenti nel quadro di un accordo di pace;

(xi) Considerando che Hezbollah dovrebbe interrompere l'acquisto di armi il cui scopo è quello di minacciare o commettere atti di aggressione contro Israele;

(xii) Considerando che la situazione attuale rappresenta una minaccia alla stabilità di tutta la regione, e pertanto alla pace mondiale; e considerando altresì che, se le parti non sono in grado di compiere ulteriori passi in avanti, la comunità internazionale dovrebbe porre sul tavolo una propria soluzione come base per i negoziati tra tutte le parti coinvolte;

(xiii) Deplorando profondamente il fatto che l'intercettazione di un convoglio di sei navi in acque internazionali da parte di Israele ha portato alla morte di almeno nove persone;

(xiv) Considerando che l'indagine decisa da Israele non sarà considerata credibile ed imparziale dalla comunità internazionale, nonostante la partecipazione di due osservatori esteri non votanti;

(xv) Deplorando il fatto che la politica di isolamento di Gaza danneggia la popolazione civile e allo stesso tempo non raggiunge l'obiettivo di isolare Hamas;

(xvi) Convinta che Israele abbia legittimi interessi di sicurezza, ma che le conseguenze del blocco attuale, nonostante lievi modifiche, isoli ulteriormente Israele

e non porti al raggiungimento dei suoi obiettivi prioritari;

(xvii) Considerando che, di fronte all'attuale *impasse* sul programma nucleare iraniano, errori di valutazione di qualsiasi delle parti coinvolte potrebbero avere le conseguenze più nefaste su scala mondiale;

(xviii) Considerando che le manovre politiche e diplomatiche del Governo iraniano nonché le posizioni ingannevoli ripetutamente assunte non ispirino la fiducia necessaria per l'urgente miglioramento delle sue relazioni con la comunità internazionale;

(xix) Considerando che gli obiettivi principali del Governo iraniano sembrano essere di continuare a mantenere il suo potere internamente e di guadagnare tempo nelle sue relazioni con la comunità internazionale;

(xx) Considerando, tuttavia, che l'opposizione non dispone di un programma per il cambiamento, di struttura e di leader credibili e che, quindi, è stata sempre più sulla difensiva dopo le manifestazioni della scorsa estate;

(xxi) Considerando che qualsiasi programma nucleare intrapreso dall'Iran come Stato firmatario del Trattato di Non Proliferazione Nucleare (TNP) dovrebbe avere esclusivamente scopi civili ed essere soggetto al regime di controllo dell'Autorità Internazionale dell'Energia Atomica (AIEA);

(xxii) Considerando che, al fine di rispondere alle preoccupazioni sollevate dall'AIEA circa la possibile esistenza di passate o attuali attività segrete per lo sviluppo di cariche nucleari per missili, l'Iran dovrebbe essere disposto a fornire ulteriori informazioni e, in generale, a cooperare pienamente con l'Agenzia;

(xxiii) Considerata l'auspicabilità del raggiungimento di una soluzione al problema del nucleare iraniano attraverso misure pacifiche e diplomatiche, al fine di evitare un intervento militare contro le

istallazioni nucleari del Paese che porterebbero a una crisi regionale; considerando, altresì, che si dovranno applicare rigorosamente severe sanzioni economiche a meno che e fino a quando l'Iran non coopererà appieno con la comunità internazionale;

(xxiv) Considerando che la Dichiarazione congiunta firmata da Turchia, Iran e Brasile a Teheran il 17 maggio 2010 può rappresentare un primo passo verso l'instaurazione di un clima di fiducia e la risoluzione pacifica delle questioni relative al programma nucleare iraniano; riconoscendo, tuttavia, che essa non tiene in considerazione le richieste internazionali all'Iran;

(xxv) Considerando, d'altro canto, che per instaurare un clima di fiducia, è necessario ampliare il dialogo con l'Iran su altri temi di reciproco interesse, quali la stabilizzazione dell'Afganistan e il contrasto alla droga e al traffico di droga.

**RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI MEMBRI DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE, QUALI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A:**

1. Dare la priorità ad una soluzione del conflitto israelo-palestinese, di centrale importanza, che non sia subordinata alla soluzione della questione nucleare iraniana;

2. Incoraggiare il Governo israeliano a proseguire con lo smantellamento dei varchi in Cisgiordania e confermare il congelamento di nuovi insediamenti, inclusi quelli a Gerusalemme Est;

3. Esortare i palestinesi a cessare ogni violenza, rispettare un cessate il fuoco duraturo e raggiungere un accordo sulla liberazione di Gilad Shalit e dei prigionieri politici di entrambe le parti;

4. Continuare a ricorrere a tutte le misure possibili per favorire la necessaria riconciliazione tra Fatah e Hamas;

5. Fare pressioni per una progressiva revoca del blocco di Gaza da parte di Israele ed Egitto, soggetta ad appropriate garanzie per Israele, e per fare in modo che la frontiera e tutti i traffici transfrontalieri siano sottoposti al controllo internazionale;

6. Incoraggiare Egitto e Turchia a svolgere il proprio ruolo di mediazione tra i vari protagonisti del conflitto Mediorientale;

7. Incoraggiare la Lega Araba a perseverare nel tentativo di mantenere valida l'Iniziativa Araba di Pace del 2002, confermata nel 2007, al fine di avanzare delle proposte che permettano di compiere dei progressi verso una risoluzione e di elaborare una *roadmap* dettagliata in vista della sua attuazione;

8. Incoraggiare la Siria ad agire in maniera costruttiva in una regione in cui gode di una considerevole influenza;

9. Prevedere la possibilità che la comunità internazionale presenti una soluzione nel caso in cui Israele e Palestinesi non riescano a compiere progressi a livello bilaterale;

10. Sottolineare che l'Ue è disposta a offrire il proprio aiuto per monitorare il confine onde prestare assistenza alla popolazione di Gaza e, allo stesso tempo, proteggere i legittimi interessi di sicurezza di Israele;

11. Sollecitare il Governo di Israele a sostituire il limitato elenco delle merci il cui ingresso a Gaza è attualmente consentito con una lista di merci che possano ragionevolmente essere proibite per ragioni di sicurezza;

12. Esortare il Governo d'Israele a cooperare con le Nazioni Unite per garantire che i materiali necessari per la costruzione e la ricostruzione di abitazioni, scuole e infrastrutture sanitarie siano consegnati a Gaza;

13. Promuovere tutti gli sforzi volti a garantire che il programma nucleare iraniano abbia esclusivamente scopi pacifici

e sia soggetto al regime di controllo dell'AIEA;

14. Garantire che la questione del nucleare iraniano sia risolta in un tempo ragionevole, esclusivamente attraverso misure pacifiche e diplomatiche e che, in caso di fallimento dei negoziati, si applichino rigorosamente le sanzioni economiche, soprattutto, ma non necessariamente in via esclusiva, per il tramite del Consiglio di Sicurezza dell'ONU, portando comun-

que avanti, allo stesso tempo, un dialogo più ampio mirato all'instaurazione della fiducia;

15. Esortare la comunità internazionale, a seguito della Risoluzione 1929 (2010) del Consiglio di Sicurezza dell'ONU, a sostenere gli sforzi per mantenere aperta l'opzione del dialogo;

16. Invitare le autorità iraniane a rispettare i diritti umani e garantire la libertà di espressione politica.